



SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 07 JUILLET 2022
Délibération N° 2022-069-DC

Date d'affichage : 13 juillet 2022	Le sept juillet deux mille vingt-deux à 17 heures 15, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à Le Plus – Pôle de Formation à Saumur, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, Maire de la Ville de Saumur, le 30 juin deux mille vingt-deux.
Effectif statutaire :	81
Membres en exercice :	80
Quorum : 1/3	27
Présents :	50
Excusés / absents :	30
dont pouvoir(s) :	16
Nombre de votants :	66
Secrétaire de séance : Fabrice BARDY	<p>Membres présents : Jackie GOULET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Sophie METAYER, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND, Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT, Didier ROUSSEAU, Amel FROGER, Yves BOUCHER, Amelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Jean-Pierre ANTOINE, Sébastien CAILLEAU, Jacky MARCHAND, Eric LEFIEVRE, Pierre DE BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Christian GALLE, Gilles TALLUAU, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Jean-François MIGLIERINA, Michel DELPHIN, Colette GAGNEUX, Bruno CHEPTOU, Catherine EVILLARD, Patricia COCHET, Éric POEHR, Isabelle DEVAUX, Sylvain LEFEBVRE, Nicole PEHU, Claudie MARCHAND, Béatrice GUILLON, Marc-Antoine NERON, Arlette BOURDIER, Bertrand CHANDOUINEAU, Bernard HENRY</p> <p>Excusé(s) : Sylvie PRISSET, Frédéric MORTIER, Anatole MICHEAUD, Christian RUALT, Sophie TUBIANA, Alain BOURDIN, Jean-Philippe RETIF, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Didier GUILLAUME, Pierre-Yves DELAMARE, Gilles BARDIN, Marie-Luce DURAND, Nathalie MORON, Nathalie SECOUE, Laurence CAILLAUD, François BREE, Emmanuel BRAULT, Noël NERON, Nathalie LIEBAULT, Bruno PROD'HOMME, Géraldine LE COZ, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Sylvie TAGOURDEAU, Patricia VILLARME</p> <p>Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : Sylvie PRISSET à Béatrice BERTRAND, Anatole MICHEAUD à Michel PATTEE, Sophie TUBIANA à Eric TOURON, Jean-Philippe RETIF à Jackie GOULET, Isabelle GRANDHOMME à Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE à Marc BONNIN, Gilles BARDIN à Jackie GOULET, Nathalie MORON à Michel DELPHIN, Laurence CAILLAUD à Bruno CHEPTOU, François BREE à Eric POEHR, Noël NERON à Béatrice GUILLON, Nathalie LIEBAULT à Grégory PIERRE, Bruno PROD'HOMME à Loïc BIDAULT, Géraldine LE COZ à Arlette BOURDIER, Gaëlle FAURE à Marc-Antoine NERON, Sylvie TAGOURDEAU à Astrid LELIEVRE</p>
Date de transmission au contrôle de légalité :	

APPLICATION DE LA LOI SOLIDARITE ET RENOUVELLEMENT URBAIN (SRU) - PROPOSITION D'EXEMPTION SUR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAUMUR VAL DE LOIRE POUR LA PERIODE TRIENNALE 2023 - 2025

L'article 55 de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000 impose un taux de 20 % de logement sociaux pour les communes de plus de 3 500 habitants appartenant à un EPCI de plus de 50 000 habitants comprenant au moins une commune de 15 000 habitants.

Les communes de plus de 3 500 habitants qui ne disposent pas de 20 % de logements locatifs sociaux sont ainsi soumises à un prélèvement sur leurs ressources fiscales à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit l'année de référence.

Pour la période 2019 – 2022, 6 communes du territoire (Saumur, Doué-en-Anjou, Gennes Val de Loire, Longué-Jumelles, Bellevigne-les-Châteaux et Montreuil-Bellay) sont assujetties au dispositif SRU.

Sur cette période, 2 communes satisfont à leurs obligations (Saumur et Montreuil-Bellay) alors que 4 communes (Doué-en-Anjou, Gennes Val de Loire, Longué-Jumelles et Bellevigne-les-Châteaux) sont déficitaires.

Aussi, sur demande motivée par délibération en date du 26/09/2019 de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, les communes de Doué-en-Anjou, Gennes Val de Loire, Longué-Jumelles et Bellevigne-les-Châteaux ont pu bénéficier du dispositif d'exemption triennale pour la période 2019 - 2022, arrivant à échéance.

Communes SRU	Nb de logements au 1 ^{er} /01/2021	%	Logements manquants en 2022	Conformité SRU	Cause conformité
Saumur	3 820	28,32		oui	Plus de 20 %
Doué-en-Anjou	657	13,30	331	exempté	Exempté 2020-2022
Gennes Val de Loire	491	12,72	281	exempté	Exempté 2020-2022
Longué-Jumelles	662	21,22		exempté	Exempté 2020-2022
Bellevigne-les-Châteaux	169	10,80	144	exempté	Exempté 2020-2022
Montreuil-Bellay	435	24,21		oui	Plus de 20 %

Aujourd'hui,

- la commune de Longué-Jumelles, exemptée sur la période 2019 - 2022, répond désormais à ses obligations SRU avec un taux de 21,22 % au titre de l'inventaire contradictoire 2021,

- la commune de Bellevigne-les-Châteaux sort provisoirement du dispositif SRU avec un seuil de population légal de 3 482 habitants (données INSEE 2019), en dessous du seuil de référence SRU fixé à 3 500 habitants,

- les communes de Doué-en-Anjou et Gennes Val de Loire, avec un taux respectif de 13,30 % et 12,72 %, ne satisfont toujours pas à l'obligation SRU en dépit des efforts réalisés.

La loi n°2022-217 « différenciation, décentralisation, déconcentration » dite 3DS du 21 février 2022 vient supprimer l'échéance de 2025 au profit d'un dispositif de rattrapage glissant et différencié du déficit de logements locatifs sociaux, et vient adapter les critères d'exemption.

Les décrets d'application précisant les modalités d'exemption sont attendus, au mieux, pour la 2ème quinzaine de juin 2022.

Pour autant, le décret ministériel listant officiellement les communes exemptées pour la période 2023 - 2025 devra être publié au plus tard le 31 décembre 2022.

En l'attente des éléments précisant les conditions d'éligibilité d'exemption pour les 2 communes toujours déficitaires, et compte tenu des contraintes calendaires et notamment l'avis des Préfets de Département en septembre et de Région en octobre sur toute demande d'exemption, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire est ici invitée à délibérer pour solliciter, pour principe, une nouvelle exemption pour la période 2023 - 2025 pour les communes Doué-en-Anjou et Gennes Val de Loire.

L'argumentaire technique, fonction des décrets d'application attendus, sera réalisé ultérieurement et adressé aux services de l'État au plus tard le 10 septembre 2022, pour instruction et sollicitation des avis réglementaires pré-cités.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Accusé de réception en préfecture
049-200071876
Date de télétransmission : 13/07/2022
Date de réception préfecture : 13/07/2022

Vu l'article 55 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain, modifié,

Considérant la possibilité de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire de faire exonérer du dispositif SRU ses communes de plus de 3 500 habitants, à l'appui d'un argumentaire technique répondant aux critères d'exemption prévus par les nouvelles dispositions issues de la loi n° 2022-2017 « différenciation, décentralisation, déconcentration » dite 3DS du 21 février 2022 pour laquelle les décrets d'application sont attendus,

Considérant que les communes de Doué-en-Anjou et Gennes Val de Loire ne satisfont pas à l'obligation de 20 % de logements locatifs sociaux au titre de l'inventaire contradictoire de 2021, en dépit des efforts réalisés ;

Considérant qu'il convient, en l'attente des décrets d'application à venir, de statuer pour principe sur l'intérêt de solliciter une nouvelle exemption pour la période 2023 - 2025 pour les communes déficitaires afin de garantir les délais d'instruction nécessaires pour les avis réglementaires préalables des Préfets de Département et de Région ;

Aussi,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré décide :

- **DE VALIDER** la liste des communes proposées à l'exemption du dispositif SRU pour la période triennale 2023 - 2025, à savoir pour les communes de Doué-en-Anjou et Gennes Val de Loire,
- **DE SOLLICITER** l'avis des Préfets de Département et de Région, et de la Commission Nationale SRU, à l'appui d'un argumentaire technique réalisé et transmis ultérieurement sur la base des nouvelles dispositions issues de la loi n° 2022-2017 dite 3DS du 21 février 2022 et ses décrets d'application,
- **D'AUTORISER** le Président, ou son représentant, à transmettre la présente décision au Préfet de Département.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour : 66 – Contre : 0 - Abstention : 0

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET

En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »